



Rapport hebdomadaire

Initiatives mondiales concernant la prévention du génocide et autres crimes contre l'humanité

Mary Kapron

**DU 19 AU 26 MAI
2014**

- 1 Initiatives parlementaire
- 2 Initiative de l'ONU
- 3 Initiative d'ONG

28 mai : première à Ottawa de Seeds of Hope

- Le 28 mai à 18 h 30, sera diffusé pour la première fois à Ottawa, au cinéma Mayfair, le film *Seeds of Hope*. La soirée sera présentée par le Haut-commissariat britannique à Ottawa, dans le cadre de la Campagne internationale pour mettre fin aux viols et à la violence fondée sur le genre en situation de conflit, en prévision du Global Summit to End Sexual Violence in Conflict qui se tiendra au Royaume-Uni en juin prochain.
- Dans ce long documentaire, la cinéaste Fiona Lloyd-Davies décrit comment une femme devient une lueur d'espoir pour les survivantes de viol dans la partie orientale de la République démocratique du Congo déchirée par la guerre. Masika Katsuva, elle-même survivante, a bâti un centre qui a fourni aide médicale, pratique et psychologique à plus de 6 000 femmes et enfants. Ensemble, ils cultivent du maïs et des haricots et mettent en commun leurs expériences, afin de guérir, rebâtir leur vie et planter les graines de l'espoir.
- Le film sera suivi d'une discussion avec la cinéaste Fiona Lloyd-Davies, la sénatrice Mobina Jaffer et la directrice exécutive de la Nobel Women's Initiative Liz Bernstein, qu'animera Lucy van Oldenbarneveld, de la CBC.
- Source : Nobel Women's Initiative
<http://nobelwomensinitiative.org/2014/05/may-28-ottawa-premiere-of-seeds-of-hope/?ref=196>

La Russie et la Chine empêchent le Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie

- Malgré les appels répétés de hauts fonctionnaires des Nations Unies pour que soient jugés les crimes commis en Syrie, le Conseil de sécurité n'a pu adopter aujourd'hui une résolution qui aurait permis de saisir la Cour pénale internationale (CPI) de la situation en Syrie, déchirée par les conflits, en raison du veto opposé par les membres permanents que sont la Russie et la Chine.
- La résolution, appuyée par les 13 autres membres du Conseil, aurait donné à la CPI le mandat d'enquêter sur les crimes horribles commis depuis le début du conflit en Syrie en mars 2011, où plus de 100 000 civils ont été tués et des millions de personnes déplacées et où les crimes contre les droits de la personne sont monnaie courante.
- Le Vice-Secrétaire général Jan Eliasson a précisé, lors de sa déclaration au nom du secrétaire général Ban Ki-moon avant le vote, que depuis le début de la guerre en Syrie il a maintes fois demandé que les coupables de graves violations des droits de l'homme, crimes contre l'humanité et crimes de guerre soient traduits en justice. Les attaques récentes lancées contre des convois et du personnel humanitaires, qui peuvent constituer des crimes de guerre, montrent à quel point il est urgent d'exiger des comptes de la Syrie.
- Source : Centre d'actualités des Nations Unies
<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47860>



Rapport hebdomadaire

Un rapport trompeur sur l'accord de libre-échange passe sous silence la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les peuples autochtones et d'autres graves préoccupations au chapitre des droits de la personne en Colombie

- Dans le cadre de leur campagne *Make It Visible - Colombia Indigenous Survival Campaign*, Amnesty internationale - Canada et l'Assemblée des Premières Nations se disent très préoccupés par le fait que le gouvernement canadien ait, une fois de plus, publié une évaluation de l'impact sur les droits de la personne des échanges commerciaux avec la Colombie qui ne reconnaît pas la répression destructrice dont font l'objet les peuples autochtones, les communautés d'origine africaine, les syndicalistes et d'autres dans le pays.
- Dans un communiqué de presse, le secrétaire général d'Amnistie internationale Canada, Alex Neve, a déclaré que le rapport désire faire croire aux parlementaires que les droits de l'homme ne sont aucunement menacés par le commerce et l'investissement en Colombie. Or, il existe une multitude de preuves du contraire bien documentées et émanant d'un ensemble croissant d'organismes internationaux et colombiens respectés.
- Le porte-parole de l'Assemblée des Premières Nations et chef régional du Québec/Labrador, Ghislain Picard, a déclaré qu'il appelle le gouvernement du Canada à respecter les droits de la personne et les droits des peuples autochtones en Colombie.
- Source : Amnesty international Canada

<http://www.amnesty.ca/news/news-releases/misleading-free-trade-report-ignores-emergency-facing-indigenous-peoples-and>